ORIGINES ETHNIQUES DES ENGAGÉS VOLONTAIRES MAROCAINS

Nous avons d'abord procédé au choix de trois années intéressantes parmi celles qui se sont écoulées de 1924 à 1934 compris. Ce choix a été dicté en premier lieu par la difficulté matérielle qu'on rencontre à dépouiller, dans le peu de temps dont nous disposons, plusieurs dizaines de milliers de feuillets ou de fiches. En second lieu, certaines années de recrutement étaient particulièrement chargées, d'autres très faibles. Il importait par conséquent de ne faire qu'un sondage dans quelques années normales.

Le choix qui a été fait des années 1924, 1929 et 1934 s'explique par les considérations suivantes.

Chronologiquement, elles constituent trois étapes équidistantes de cinq années ; chacune d'elles est une année de recrutement moyen. En dehors de ces qualités communes, chacune des années choisies présente un intérêt propre.

1924 est la première année pendant laquelle a été mis en vigueur le régime institué par la loi précitée du 13 février 1923, — le décret d'application ne datant que du 7 septembre 1923.

1929 est la première année moyenne après les « à-coups » de 1925-1926 (guerre du Rif) et de 1927-1928 (années déficitaires dans le Sud marocain avec leur cortège d'épidémies, d'où mesures de préservation de l'armée).

Enfin 1934 est une année d'étape puisqu'elle marque la fin de la pacification ; les engagements reçus pendant cette année l'ont donc été avec des préoccupations nouvelles de la part du commandement ; pour la première fois depuis 1929, on retrouve 2.600 engagements alors qu'en 1931-1932-1933 la moyenne de recrutement avait été exceptionnellement faible : 1.000.

Il serait cependant trop simpliste de vouloir attribuer aux préoccupations du seul commandement toutes ces variations dans le nombre des engagements. Ceux-ci sont fonction non seulement des besoins militaires (d'ailleurs à échéance de 2 ou 3 ans, le temps de formation d'un bon fantassin moyen) mais aussi du nombre des rengagements souscrits pour une nouvelle période de 4 ans par ceux dont l'engagement ou le rengagement précédent arrive à terme. Ces rengagements sont à leur tour fonction de circonstances tant individuelles que collectives, économiques et sociales, parmi lesquelles l'état de prospérité ou la pauvreté de la région d'origine des candidats au rengagement. On sait que beaucoup d'engagés ne sont poussés que par la pauvreté passagère ou durable de leur famille à entrer dans l'armée. Ils déchargent d'un même coup la tente ou la « tigemmi » (maison, en chleuh) et permettent aux leurs, grâce aux importantes primes touchées à l'engagement, de disposer de l'argent liquide nécessaire pour payer l'impôt. Nous pouvons nous appuyer à ce sujet sur un témoignage officiel. Le chef de la circonscription du contrôle civil des Srarhna-Zemrane, région de Marrakech, dit dans un rapport de fin 1933 sur la consommation indigène : « Le fellah combat les déficits par tous les moyens. La famille indigène a conservé sa structure traditionnelle. Aussi le père reçoit-il de ses enfants une aide salariale. En période de crise il n'est pas rare de voir l'aîné des fils s'engager dans les goums ou les troupes régulières pour soutenir sa famille. Une statistique à établir est celle des engagements des Srarhna-Zemrane dans les goums et les tirailleurs. Une telle statistique surprendrait à coup sûr car, presque quotidiennement, le contrôle reçoit la visite d'un militaire en congé et de militaires retraités » (1).

Nous sommes en mesure de fournir ici une partie des chiffres qu'on souhaitait posséder : ils confirment la prévision du contrôleur civil dans son rapport. Les

chiffres relatifs aux Zemrane ont été relevés à part, ceux-ci constituant une tribu nettement définie ; nous avons dû, au contraire, grouper sous la dénomination de « Srarhna » les engagés de plusieurs tribus faisant partie de cette confédération, notamment les Ahl er Raba, Beni Aneur, Oulad Khalouf, Oulad Yacoub et Oulad Sidi Rahal (bien connus au Maroc pour leurs qualités incroyables de guérisseurs).

Alors que les Srarhna sont soit des arabes, soit des berbères arabisés, suivant les tribus, les Zemrane ne comptent que des arabes. Les chiffres d'engagements dans les troupes régulières seules, pour 3 années, sont les suivants :

	1924	1929	1934	TOTAL
Srarhna	138	65	88	351
Zemrane	26	9	9	44
TOTAUX	224	74	97	395

Au total par conséquent ces tribus ont fourni près de 400 engagés volontaires représentant environ 5 % de l'ensemble des engagements marocains pendant la même période.

Disons enfin qu'il importe de remarquer que cette étude n'a pas trait aux engagements contractés au titre des formations marocaines non régulières (goums, makhzens, etc.). Or, ces formations se composent surtout de Berbères. On ne doit donc pas oublier cet emploi militaire sur place ou dans un rayon généralement assez faible, quand on tente de tirer du tableau qui suit des conséquences sociologiques ou que l'on essaie de rapprocher de l'histoire actuelle celle du vieux Maroc pour découvrir les tendances guerrières de telle ou telle tribu, de tel ou tel çof séculairement en siba ouverte ou inavouée contre le Makhzen, ou mettant à sa disposition toutes ses forces vives.

Le choix de trois années moyennes opéré, on a relevé pour chacune d'elles le nombre d'engagements correspondant, en disposant au fur et à mesure du dépouillement 379 noms de tribus (sans compter les fractions) et 29 noms de villes ou régions, sur un tableau très détaillé.

Le relevé de ces noms suivis de près de 8.000 bâtonnets de compte diversement distribués, puis la réunion des trop nombreuses tribus en quelques groupements ethniques plus représentatifs, ont permis de dresser le tableau très résumé que l'on trouvera plus bas.

On s'est heurté, dans ce travail de dépouillement, à quelques difficultés dont il est utile, pour la compréhension du tableau, de dire au moins un mot. Il a fallu par exemple écarter les engagements frauduleux (2) et faire souvent œuvre critique en ce qui concerne les orthographes fantaisistes ou les renseignements incomplets.

On doit enfin signaler l'aide précieuse fournie pour la lecture, le classement et le groupement des noms de tribus par la « Liste officielle des confédérations, des tribus et des principales fractions du Maroc », éditée par la direction des affaires indigènes en 1935.

(2) L'engagé touchant une prime plus forte que le rengagé, beaucoup d'anciens soldats tentent, après une désertion ou un congé, ou à l'expiration de leur engagement, d'entrer dans un autre régiment en tant qu'engagé. Ce genre d'engagements frauduleux est courant et appelle un redressement postérieur d'écritures dont il faut tenir compte. Pour donner une idée de l'avantage que cherche à obtenir le fraudeur nous donnons les droits aux primes tels qu'ils étaient encore payés en juillet 1936 :

Engagement de 4 ans : 1.000 francs. 1^{er} rengagement de 4 ans : 875 francs ; 2^e rengagement de 4 ans : 625 francs ; 3^e et dernier rengagement : 375 francs. Mais alors que les deux dernières primes sont payables à la signature, les deux premières sont, pour plus de sûreté, remises partie à la signature (600 à l'engagement, 525 au 1^{er} rengagement) et partie après deux ans 400 fr.—350 fr.).

(1) Ce rapport a été publié par le Bulletin Economique du Maroc, 1934, n° 4, p. 268.

Tableau des engagements contractés par les indigènes marocains au titre des troupes régulières :

Engagements contractés par des indigènes de tribus contenant :	1924	1929	1934
Uniquement des Berbères (a)	241	307	203
— Arabes (a)	1.006	1.117	960
— Senhadja	137	258	446
— Ghomara	8	51	52
— Zénètes	44	21	36
des Berbères arabisés (a)	147	276	144
à la fois des Berbères et des Arabes (a).	21	24	12
— — — Berbères arabisés (a).	85	57	88
— Arabes — Berbères arabisés (a).	336	304	133
— — — Ghomara..	»	31	56
Renseignements incomplets ; engagements au titre :			
Villes et régions	355	256	122
Sous	150	266	54

a) Non compris les engagements des indigènes de cette catégorie originaires du Sous.

Le tableau ci-dessus précise dans une première partie en 10 rubriques l'origine ethnique soit pure (les 5 premiers groupements), soit mêlée des engagés volontaires marocains des troupes régulières ; il résume dans une seconde partie sous les termes vagues de « villes et régions — Sous », des renseignements incomplets pour diverses raisons que nous examinerons.

Il ne nous appartient pas de rechercher ici, à propos des Marocains sous les armes en France, les causes d'augmentation ou de diminution de certains nombres. Par contre, l'imprécision des chiffres classés sous la rubrique « Sous » mérite un commentaire.

Le Sous est une région peuplée d'éléments ethniquement et surtout socialement assez différents bien qu'en très grande majorité berbères, et qui est plus ou moins étendue suivant qu'on s'attache, pour essayer d'en déterminer les limites approximatives, à la géographie, à l'histoire ou aux tracés administratifs.

Or, cette région compte près d'un sixième de la population du Maroc français et elle fournit beaucoup à l'émigration de la main-d'œuvre marocaine en Algérie, en Tunisie et en France surtout. Il eût été d'autant plus opportun de posséder sur les engagements dans les tribus du Sous des renseignements précis. La documentation dont nous disposons ne nous a pas rendu ces précisions possibles.

Nous ne pouvons pas, pour la même raison, donner aux 700 et quelques engagés des « villes et régions » un classement ethnique plus satisfaisant. Cette carence résulte de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les agents recruteurs d'obtenir de beaucoup de candidats à l'engagement d'autres indications que celle du lieu de résidence ou d'une circonscription très vague (Sous, Dadès, Rif, Tafilet). Parfois, au contraire, c'est l'excès de précision qui empêche le classement ethnique : entendons par là que, par exemple, l'indication d'un nom de fraction ou même de sous-fraction dont les homonymes sont légion, a fait oublier aux agents recruteurs celle de la tribu ; or, seule, cette indication eût été capable de figurer utilement sur le tableau, première partie.

Les chiffres fournis, au moins dans la première partie sont-ils exacts, et tel groupe (Ghomara ou Zénètes notamment) n'a-t-il pas fourni un contingent plus important à l'armée ? C'est la seconde critique, celle qui relève de l'expérience de la troupe, qu'on peut adresser au tableau. Il suffit, semble-t-il, pour y répondre, de remarquer que l'on aurait dû écarter, au cours du dépouillement, un nombre assez important de renseignements trop incomplets ou erronés ; les chiffres du tableau sont par conséquent une *estimation minima* plus qu'une statistique rigoureuse.

Mais à côté de cette imprécision chiffrable (le déchet des non classés), il faut savoir qu'il existe nécessaire-

ment une autre catégorie d'imprécision qui échappe : celle qui est due au manque de sincérité des engagés.

Si l'engagé a parfois avantage à cacher son vrai nom, il a souvent aussi avantage à cacher sa véritable origine. On sait, en effet, combien sont encore rigoureuses dans les Atlas les lois de la justice privée. Or certains hommes s'engagent, pour s'y soustraire, dans une ville ou un poste voisin et ils déclarent appartenir à une tribu quelconque de la région : soit qu'ayant versé le sang dans leur propre tribu ils craignent qu'on exerce contre eux la vendetta traditionnelle, l'inexorable talion ; soit qu'ayant à exercer eux-mêmes contre un meurtrier cette même vendetta ils préfèrent se soustraire par la fuite à cette redoutable obligation, au moins pour un temps. Ils jouent de l'alibi onomastique et profitent d'un anonymat pratique qui les met à l'abri de risques immédiats. Mais par l'exercice de cet art dans lequel ils sont passés maîtres (nos services anthropométriques en savent quelque chose), ils faussent les statistiques du genre de celle-ci qui postulent l'exactitude des déclarations d'origine des engagés.

Par contre, d'autres erreurs, inévitables si l'on veut préciser la tribu et la région de l'engagé, disparaissent quand on ne veut tenir compte que de la parenté ethnique. L'exemple des tribus Oudaïas mérite d'être cité à cet égard.

Ces tribus sont au nombre de trois ; elles sont arabes ; mais l'une se trouve dans la région de Fès-banlieue, l'autre dans celle de Rabat-banlieue, la dernière, tribu guich, dans celle de Marrakech. Si la localisation géographique d'un Oudaïa est difficile quand on ne possède aucune autre donnée que le nom de la tribu, du moins le caractère arabe permet de retenir et de classer à la rubrique correspondante les chiffres globaux afférents aux trois tribus.

Enfin, on doit tenir compte du fait que les erreurs commises à différents titres sur les dix masses ethniques que nous avons retenues, se compensent en partie. Par conséquent, l'ORDRE DE GRANDEUR que l'on a surtout voulu dégager semble l'avoir été.

JOANNY RAY.

(Extrait de l'Afrique française, n° de février 1937.)

MORTALITÉ ET STATISTIQUES ÉPIDÉMIOLOGIQUES

I. — Chiffres des décès par race dans les villes municipales

4 ^e TRIMESTRE	POPULATION	DÉCÈS	
		Chiffres absolus	Proportion pour 1.000 habitants
1936	évaluée à		
Musulmans .	670.000	3.754	5,60
Israélites ...	119.000	430	3,61
Européens ..	158.000	482	3,05

Comme on l'observe depuis plusieurs années, le trimestre d'automne est caractérisé par une augmentation de la mortalité chez les musulmans et une diminution chez les autres races, plus marquée cette année chez les Européens. Par rapport au trimestre correspondant